

Affaire Rugurika : La presse africaine se déchaîne contre le régime de Bujumbura

Le Pays, 27 janvier 2015 ARRESTATION D'UN JOURNALISTE AU BURUNDI : Pendant que les uns dénoncent, Nkurunziza prime Elles étaient trois Italiennes à avoir débarqué au pays de Pierre Nkurunziza, pour prêter la bonne nouvelle. Mais un matin de septembre 2014, c'est une mauvaise nouvelle, celle de leur assassinat, qui avait mis en colère toute la population de Bujumbura. Ce triple meurtre commis sur des religieuses sans offense, avait suscité une telle indignation que le gouvernement de Pierre Nkurunziza, que nombre de personnes avaient vertement mis en cause, avait finalement promis d'ouvrir une enquête et de faire toute la lumière sur ces crimes crapuleux.

On se rappelle encore la rapidité d'concertante avec laquelle l'enquête avait désigné le coupable, en la personne d'un jeune homme de la capitale. Une arrestation qui, loin de convaincre qui que ce soit, n'avait plutôt rassuré qu'agacé davantage les Bujumburais qui jugeaient qu'elle constituait plutôt une insulte à leur intelligence. Enquête pour enquête donc, la Radio Publique africaine (RPA), la plus populaire des radios de ce pays, avait, de son côté, mené ses propres investigations et, comme beaucoup de personnes s'attendaient, ses résultats mettent plutôt en cause un ancien chef des services de renseignements du Burundi, aujourd'hui chargé de mission à la présidence. Un très proche collaborateur donc du Pasteur-président, Pierre Nkurunziza. L'homme s'appelle Guillaume Harushimana et est l'un des résultats des investigations de la radio RPA, le «joué» un rôle clé dans ce complot qui a coûté la vie aux trois religieuses italiennes. La RPA va même plus loin, en affirmant que c'est Guillaume Harushimana qui a introduit les tueurs dans le couvent des sœurs et leur a fourni les déguisements nécessaires à leur sale besogne. Comme on le voit, l'information n'a pas seulement le mérite d'être pointue, elle a aussi, et surtout, celui de désigner aussi bien le commanditaire, que le cerveau et l'exécutant. Un travail que la société civile burundaise apprécie à sa juste valeur qui est loin de rencontrer l'assentiment du Pasteur Nkurunziza et de son gouvernement. On n'arrête pas la roue de l'histoire en emprisonnant des journalistes. Dans ce jeu de ping-pong entre le gouvernement et la radio populaire africaine, comment ne pas se demander où se trouve finalement la vérité ? Autant cette affaire conforte la mauvaise réputation du régime, déjà extrêmement impopulaire, autant on ne saurait donner au responsable de cette radio, le bon Dieu sans confession. L'expérience de la Radio mille collines au Rwanda voisin est encore vivace dans les esprits et appelle naturellement la prudence. En attendant, et pour toute réponse aux allégations de la radio, le gouvernement de Pierre Nkurunziza n'a pas trouvé mieux que d'accuser à son tour le directeur de la radio et de l'incarcérer pour son implication dans un assassinat. Le ridicule de la situation donne bien envie de rire. Mais le complot luciférien qui est en train de se tramer en dessous, l'encontre de la démocratie et de la liberté d'expression au fait tellement froid dans le dos qu'on ne pourrait manquer d'écarter une larme pour ce peuple qui ne demande plus qu'à pouvoir respirer maintenant. Il ne fait aucun doute que Pierre Nkurunziza voit dans cette affaire, une occasion en or pour abattre le dernier rempart de la démocratie au Burundi. La Radio populaire africaine, en raison de sa forte audience au niveau de la population burundaise, est aujourd'hui un sérieux obstacle au projet du Pasteur Nkurunziza de s'attacher au pouvoir. C'est pour cette raison d'ailleurs que le pouvoir l'a toujours accusé d'opposition politique. Mais la formule trouvée par le régime de Nkurunziza pour faire taire cette voix des sans voix qui le tourmente tant, est une méthode diabolique d'insultante ; Comme dirait tout dictateur qui méprise son nom, «à quel journaliste, l'accuse d'assassinat. » Mais jeter un journaliste en prison, faut-il le premier responsable d'un journal de presse, peut-il empêcher la manifestation de la vérité ? Non. On n'arrête pas la roue de l'histoire en emprisonnant des journalistes. Bien des dictateurs ont déjà appris à leurs dépens. Alors, Monsieur le Président-Pasteur, plutôt que de primer la presse, choisissez le parti de ceux qui dénoncent le délit de presse. Et vos brebis sauront vous le rendre au centuple. Dieudonné MAKIENI NDIR : Le Pays est un quotidien d'un groupe de presse privé du Burkina Faso